

# Déclaration d'une mission du FMI au terme de sa visite en Côte d'Ivoire

Le 6 avril 2017

Les communiqués de presse publiés en fin de mission par les services du FMI expriment leurs observations préliminaires au terme d'une mission dans un pays. Les opinions exprimées dans ces conclusions sont celles des services du FMI et ne sont pas nécessairement celles du Conseil d'administration. Sur la base des observations préliminaires de cette mission, les services du FMI établiront un rapport qui, sous réserve de l'approbation de la direction, sera soumis à l'examen et à la décision du Conseil d'administration du FMI.

- Les revendications sociales ont donné lieu à un surcroît de dépenses
- La croissance économique devrait rester vigoureuse en 2017
- La baisse de plus de 35 % des prix mondiaux du cacao a réduit les exportations et les recettes budgétaires du pays

Une mission du Fonds monétaire international (FMI) conduite par M. Ghura a séjourné à Abidjan du 22 mars au 6 avril 2017 dans le cadre des discussions relatives à la première revue du programme triennal économique et financier appuyé par un accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) [\[1\]](#) et le Mécanisme élargi de crédit (MEDC) [\[2\]](#).

A l'issue de la mission, M. Ghura a fait la déclaration suivante :

« Les discussions de la première revue du programme appuyé par les accords FEC et MEDC ont permis aux autorités et au FMI de conclure un accord ad referendum sous réserve de son approbation par la direction du FMI et du conseil d'administration. L'examen pour approbation du conseil d'administration est attendu pour juin 2017.

« Les performances réalisées dans le cadre du programme appuyé par le FMI ont été bonnes en 2016. D'après les estimations préliminaires, la croissance économique a atteint environ 8 pourcent l'année passée, et ce malgré les effets de la sécheresse. Le déficit du compte courant extérieur est resté à un niveau bas (environ 1 pourcent du PIB). L'inflation a été contenue autour de 1 pourcent, bénéficiant de la stabilité des prix de la région UEMOA. Le déficit budgétaire de 4 pourcent du PIB, est en ligne avec les objectifs du programme, car certains manques à gagner sur les recettes

fiscales ont été presque entièrement compensés par une réduction des investissements publics non prioritaires.

« Les événements récents et les chocs extérieurs qui ont affecté la Côte d'Ivoire requièrent une révision des projections économiques et budgétaires pour 2017. La chute de plus de 35% des cours mondiaux du cacao a diminué les revenus d'exportation et les recettes budgétaires. La remontée des cours du pétrole a réduit la base taxable sur les carburants. Des revendications sociales ont donné lieu à des dépenses budgétaires supplémentaires. La croissance économique devrait rester forte en 2017.

« L'équipe du FMI et les autorités s'accordent sur la nécessité de répondre aux récents chocs négatifs de façon à ce que l'économie reste sur une trajectoire de croissance forte et soutenable, que la stabilité macroéconomique soit préservée, que le contexte social actuel soit pris en compte et de façon à participer à l'accumulation des réserves régionales de devises. En particulier, le programme prévoit une augmentation modérée du déficit budgétaire en 2017 et le respect de la norme de l'UEMOA sur un déficit budgétaire global de 3% du PIB en 2019. L'équipe du FMI et les autorités se sont accordées sur l'importance de la mobilisation des recettes nationales.

« L'équipe du FMI et les autorités se sont également accordées sur la nécessité de continuer les réformes structurelles nécessaires à une croissance tirée par le secteur privé. L'équipe se réjouit des réformes en cours portant sur l'administration fiscale facilitant le paiement des impôts. La finalisation de la restructuration de la dette de l'entreprise nationale de raffinage devrait renforcer sa stabilité financière. En outre, l'apurement des passifs dans le secteur de l'énergie permettrait d'assurer la viabilité financière du secteur.

« L'équipe du FMI tient à remercier les autorités pour leur cordiale hospitalité et les échanges constructifs lors de la mission. »

La mission a été reçue en audience par le Vice-Président de la République Daniel Kablan Duncan ; M Amadou Gon Coulibaly, Premier Ministre; M Adama Koné, Ministre de l'Economie et des Finances ; M Abdourahmane Cissé, Ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat ; M Thierry Tanoh, Ministre du Pétrole, de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables; M Pascal Abinan Kouakou, Ministre de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration; M Mamadou Sangafowa Coulibaly, Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural; M Chalouho Coulibaly, directeur national de la BCEAO; et d'autres hauts responsables publics.

---

[1] La FEC est une facilité de prêt qui vise à soutenir les programmes économiques sur le moyen-long terme des pays qui connaissent des difficultés prolongées de balance des paiements.

[2] Le MEDC a été créé pour apporter un concours à des pays i) qui sont aux prises avec de graves déséquilibres de balance des paiements à cause d'obstacles structurels ou ii) qui affichent une croissance lente et une position de balance des paiements intrinsèquement fragile.

**Département de la communication du FMI**

---

RELATIONS AVEC LES MÉDIAS

**ATTACHÉ DE PRESSE: ANDREW KANYEGIRIRE**

**TÉLÉPHONE : +1 202 623-7100 COURRIEL : MEDIA@IMF.ORG**